

<https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:7343695545892319232/>

Jean-Marc Jancovici

LinkedIn, 25 juin 2025

Paradoxalement, l'avenir des ENR se joue peut-être moins dans le cadre des débats actuels au parlement que dans le cadre de la loi budgétaire, qui maintiendra ou pas les aides permettant aux ménages modestes d'accéder à la voiture électrique et à la rénovation thermique des logements.

Si nous regardons la situation actuelle du pays, nous avons une consommation électrique qui baisse et des exportations record. Le prix de marché instantané devient nul tous les jours à midi ou presque, à cause du pic solaire qui provoque un afflux d'électricité sans demande chaque jour quand l'astre du jour est au zénith.

Du reste le gestionnaire du réseau, en France, est déjà fréquemment obligé de demander aux installations solaires de baisser leur production à ces moments là.

Avec un prix de l'électricité trop bas, de nouvelles installations solaires demanderont plus de subventions pour être rentables (puisque désormais la puissance publique garantit la différence entre le prix de marché et le prix qui permet à l'installation d'être bénéficiaire).

Dans ces conditions, il est clairement plus difficile de vendre à la population - et donc à des parlementaires qui étaient déjà tièdes sur la question - un supplément d'investissements dans les ENR.

La tâche serait bien plus facile si on se préparait à manquer d'électricité à court terme. Certes, de très nombreux scénarios de décarbonation nous disent qu'il faudra plus d'électricité décarbonée plus tard, mais nous sommes tous un peu comme Saint Thomas : si la tendance est déjà là, la motivation devient plus importante.

Comment augmenter la consommation d'électricité ? En poussant les usages qui en demandent pour se décarboner :

- la mobilité des marchandises et des personnes
- le confort thermique (pompes à chaleur pour l'hiver, voire climatisations pour l'été, puisque la consommation des climats coïncide pile avec la production solaire)
- les processus industriels

Pour alimenter ce débat, I4CE vient de publier une nouvelle édition de son "Observatoire des conditions d'accès à la transition écologique pour les ménages", qui regarde combien les classes moyennes peuvent facilement ou pas accéder à la rénovation et à la mobilité électrique.

Les mesures à prendre, si l'on veut accélérer le mouvement, sont assez simples en théorie :

- continuer à aider la rénovation, et notamment la pompe à chaleur (rénovation plus accessible aujourd'hui qu'il y a 10 ans)

- accélérer les achats de véhicules électriques neufs par les gros acheteurs afin de favoriser la création d'un marché d'occasion, plus prisé des particuliers
- continuer le leasing social, et simultanément soutenir la création d'une filière française de production de petits véhicules électriques.

Bien sur tout cela a un cout. Mais l'inaction aussi !
